



ACCORD - CADRE DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Institut National des Sciences Appliquées Rouen Normandie,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,

Dont le siège social est situé : 685 avenue de l'Université – BP 08

76 801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX,

Siret n°197 601 651 00023, code APE 8542Z,

Représentée par son Directeur Monsieur Mourad Abdelkrim BOUKHALFA

Ci-après désigné par « **INSA ROUEN** » ;

L'INSA agit pour le compte et au nom de L'UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE,

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Numéro SIRET 197 619 042 000 17, Code APE 803Z, Etablissement 0761904G

Dont le siège social est situé 1 rue Thomas Becket, 76821 Mont Saint Aignan

Représentée par Monsieur Laurent Yon, en sa qualité de Président,

Ci-après désignée par « **URN** » ;

L'INSA agit pour le compte et au nom du CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique,

Numéro SIRET 180089013 04033, Code NAF 7219.Z,

Dont le siège est situé au 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris Cedex 16,

Représenté Madame Isabelle LONGIN, Déléguée Régionale de la circonscription Paris-Normandie,

Ci-après désigné par « **CNRS** » ;

L'INSA ROUEN, l'URN, et le CNRS sont ci-après désignés individuellement ou collectivement par le/les « ETABLISSEMENT(S) », étant précisé que les ETABLISSEMENTS agissent en leur nom ainsi qu'en tant qu'organismes de tutelle du **LABORATOIRE DE CHIMIE ORGANIQUE BIORGANIQUE REACTIVITE ANALYSE (COBRA) UMR 6014**, dirigé par Monsieur Pierre-Yves RENARD,

Ci-après désigné par « **COBRA** » ou le « LABORATOIRE »,

L'INSA ROUEN agit pour le compte du département Chimie fine (CFI) dirigé par Monsieur Samuel COUVE-BONNAIRE

Ci-après désigné par « **CFI** » ou le « Département »

L'INSA ROUEN agit pour le compte du département Maitrise des Risques Industriels et Environnementaux (MRIE) dirigé par Madame Isabelle POLAERT

Ci-après désignés par « **MRIE** » le « Département »

d'une part,

ET

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime dont le siège est 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en

qualité de Président du conseil d'administration, pour le compte du Conseiller Technique Départemental Risques Chimiques du SDIS 76

Ci-après désigné « **SDIS76** »

d'autre part,

le **Sdis 76** et les **ETABLISSEMENTS** sont désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties » dans le présent Accord cadre.

PROJET

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

1. Le Sdis 76

Le Sdis 76 (Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime) est un établissement public administratif.

2. Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche

L'INSA ROUEN, l'URN, le CNRS, développent des programmes de recherche dans des disciplines variées. La recherche dans ces ETABLISSEMENTS, est organisée en équipes-projets de recherche, engagées dans des projets de recherche, à la fois fondamentale et appliquée.

A travers cet accord-cadre de partenariat, ces ETABLISSEMENTS, dans le cadre de leur politique de recherche et de formation, visent à favoriser l'émergence d'un pôle de recherche et de formation dans les domaines de l'analyse chimique et de la Maîtrise de Risques, plus particulièrement appliqué à l'opérationnel.

3. Les laboratoires

Le laboratoire identifié est :

- ✓ **COBRA** - Chimie Organique Bioorganique Réactivité Analyse UMR 6014 ; le LABORATOIRE a une forte expertise en chimie de synthèse, en chimie bioorganique et en analyse. Membre de l'Institut Carnot I2C dont l'objectif est de rassembler huit laboratoires normands qui disposent de compétences et savoir-faire complémentaires en chimie et dont les activités de recherche fondamentale s'adressent à des secteurs économiques stratégiques en France et en Europe, aussi variées que pharmaceutique, la cosmétique, l'agroalimentaire, l'énergie et l'environnement

4. Les départements

Les départements identifiés sont :

MRIE – Maîtrise des Risques Industriels et Environnementaux ; Génie des Procédés ; Manager la sécurité, la prévention des risques et la gestion accidentelle et post-accidentelle. Maîtriser sur le plan théorique les processus physico-chimiques liés aux incendies et aux explosions. Savoir modéliser les conséquences d'accidents. Méthodes d'analyse des risques (déterministe et probabiliste).

- ✓ **CFI** – Chimie Fine et Ingénierie ; domaines de la chimie fine (synthèse organique, chimie analytique...), du génie des procédés chimiques et des matériaux polymères. L'innovation, la sécurité au travail et l'environnement sont au cœur de ses préoccupations.

5. Les responsables scientifiques

Les responsables scientifiques identifiés sont :

- ✓ pour le COBRA : Madame Laetitia Bailly ; Madame Christine Devouge-Boyer ; Madame Mélanie Mignot, Madame Emilie Petit
- ✓ pour MRIE : Madame Isabelle Polaert
- ✓ pour CFI : Monsieur Samuel Couve-Bonnaire

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre du présent Accord cadre, il est établi un partenariat à titre gracieux entre l'INSA ROUEN et le Sdis 76.

L'objet de cet Accord cadre est de définir les modalités des échanges de procédés et de partage de connaissances et d'expertises entre l'INSA ROUEN et le Sdis 76.

Les contributions de l'INSA ROUEN se déclinent au travers des points suivants :

- ✓ L'INSA ROUEN prête son concours en qualité d'expert au Sdis 76 dans le cadre d'un soutien à la formation des spécialistes du risque chimique du Sdis 76 ; Les intervenants peuvent varier et sont des personnels volontaires IRTF (laboratoire et département) et enseignants-chercheurs.
- ✓ la mise à disposition des locaux et des installations de l'INSA ROUEN (liste en annexe 1) ;
- ✓ un conseil technique sur le choix et la mise en œuvre des matériels de détection appartenant au Sdis 76 ;
- ✓ la réalisation par le LABORATOIRE COBRA de prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés et fournis par le Sdis 76 ;
 - Les conclusions des analyses transmises par l'INSA ROUEN ne pourront être opposées à l'INSA ROUEN, au Sdis 76 ou aux tiers.
 - Dans le cadre de cette contribution, les prestations d'analyses ne sauront excéder un maximum de 10 participations par an.
 - L'INSA ROUEN répondra aux demandes et aux sollicitations du Sdis 76 selon les disponibilités (matériels et/ou humaines) et ses capacités. Il ne pourra être reproché à l'INSA ROUEN de n'avoir pu répondre à une demande du Sdis 76.
- ✓ la réalisation de formation et d'accompagnement par le LABORATOIRE COBRA à destination du personnel du Sdis 76,
Ces séances de formation se déroulent dans les locaux de l'INSA ROUEN ou dans les locaux du Sdis 76 pour un volume horaire d'environ 8 heures maximum par an ;

La mise en action de l'INSA ROUEN se fera par l'intermédiaire du Conseiller Technique Départemental Risques Chimiques du Sdis 76.

Les contributions du Sdis 76 se déclinent au travers de l'action suivante :

- ✓ la formation à destination des étudiants de l'INSA ROUEN dans le département MRE (à hauteur de 21h en GPGR5).

Le Sdis 76 assure au profit de l'INSA ROUEN, une prestation de formation à destination des élèves ingénieurs pour un volume de 30 heures maximum par an. Les deux Parties établissent annuellement une programmation de ces séances de formation.

ARTICLE 2 – ECHANGES DE PERSONNELS, UTILISATION DE MATERIEL ET RESPONSABILITES

En ce qui concerne les activités de formation, le Sdis 76 déclare avoir couvert sa responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance et s'engage à remettre à l'INSA ROUEN une attestation d'assurance.

L'INSA ROUEN déclare avoir couvert sa responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance et s'engage à remettre au Sdis 76 une attestation d'assurance.

2.1 Échanges de personnels

Pendant la durée de l'Accord cadre, chaque Partie pourra être amenée à recevoir, dans ses locaux, du personnel de l'autre Partie.

Chaque Partie est responsable pour son personnel de l'application de l'ensemble de la législation et de la réglementation du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du personnel. Chaque Partie prendra toutes dispositions pour que son personnel se conforme au règlement intérieur de l'autre Partie, horaires de travail en vigueur sur les sites, ainsi qu'aux obligations imposées aux entreprises extérieures conformément aux mesures d'hygiène et sécurité devant être appliquées pour l'accès et la circulation sur les sites, document dont chaque Partie reconnaît avoir connaissance.

2.2 Responsabilités

2.2.1 Dommages au personnel de chaque Partie

Chacune des Parties fait son affaire de la couverture de son personnel conformément à ses règles propres et à la législation applicable dans le domaine des accidents du travail et des maladies professionnelles. En conséquence, chaque Partie procède aux formalités qui lui incombent et supporte, le cas échéant, les dépenses relatives aux assurances souscrites pour la couverture de son propre personnel contre les risques.

Chacune des Parties s'engage à prévenir l'autre de tout accident ou dommage survenu pendant, ou à l'occasion du travail, au personnel qu'elle reçoit afin de lui permettre de procéder dans les délais prévus aux déclarations requises par la loi.

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature, causés par son personnel au personnel de l'autre Partie.

2.2.2 Dommages aux biens de chaque Partie

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord cadre aux biens mobiliers ou immobiliers de l'autre Partie.

2.2.3 Dommages aux tiers

En cas de détachement de personnel, chacune des Parties reste responsable, suivant les règles du droit applicable, des dommages causés aux tiers par le personnel qu'elle a détaché.

Chaque Partie renonce expressément à demander réparation aux autres Parties de tout dommage indirect pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord cadre tel que, sans que cette liste soit exhaustive, perte de données, perte de contrats, perte d'opportunité, perte d'image.

Chaque Partie fera son affaire, chacune en ce qui la concerne, de toutes les conséquences directes ou indirectes de la responsabilité civile qu'elle encourt à raison de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers dans le cadre de l'Accord cadre.

2.3 Mise à disposition de matériel

Pendant la durée de l'Accord cadre, chaque Partie pourra être amenée à apporter du matériel pour les besoins des actions définies à l'article 1. Chacune des Parties convient de favoriser l'accès du personnel des autres Parties à ses installations. Leur utilisation, les moyens techniques et logistiques mis à la disposition de chacune des Parties seront fixés lors de la réalisation de l'action menée.

Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition d'une autre Partie ou financés par cette Partie, restent la propriété de celle-ci. En conséquence, chaque Partie supportera la charge de tous les dommages ou pertes causés aux biens et matériels lui appartenant quelle qu'en soit l'origine, y compris les matériels confiés aux autres Parties et les matériels en essais, même si les autres Parties sont responsables du dommage, sauf faute lourde ou intentionnelle de ces dernières.

Chacune des Parties souscrira et maintiendra à ses frais les polices d'assurances nécessaires pour se garantir contre tous les risques restant à sa charge au titre de l'Accord cadre.

ARTICLE 3 - PROPRIETE DES RESULTATS ET DEPOT DES BREVETS

3.1 Chaque Partie reste propriétaire des résultats, brevetés ou non, qu'elle détient antérieurement à la signature de cet Accord cadre.

3.2 Les résultats des travaux issus des actions de collaboration dans le cadre des prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés et fournis par le Sdis 76 et générés par le personnel de deux ou plusieurs Parties de façon indissociable, seront réputés être la copropriété des Parties au prorata de leurs apports respectifs, intellectuels, humains, matériels et financiers, à l'obtention de ces résultats.

3.3 Les demandes de brevets seront déposées aux noms conjoints des Parties copropriétaires. Les frais de propriété industrielle seront assumés par chaque Partie à proportion de leurs quotes-parts.

3.4 Les Parties se concerteront en temps voulu pour établir d'un commun accord la liste des pays dans lesquels elles déposeront, à leurs noms conjoints, les brevets correspondant au brevet prioritaire qu'elles détiennent en copropriété.

3.5 Si, en application des articles 3.3 et 3.4, l'une des Parties renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets, en France ou à l'étranger, elle devra en informer l'autre Partie en temps opportun pour que celle-ci puisse déposer à son seul nom et à ses seuls frais, poursuivre la procédure de délivrance ou maintenir en vigueur un ou plusieurs

brevets. La Partie s'étant désistée s'engage à signer toutes pièces pour permettre à l'autre de devenir seule titulaire du ou des brevets en cause.

3.6 En cas de contrefaçon d'un brevet en copropriété, les copropriétaires décideront d'un commun accord s'il y a lieu de poursuivre le ou les contrefacteurs. En cas d'accord, ces poursuites pourront être engagées par l'une des parties pour compte commun et à frais partagés. Si l'un des copropriétaires renonce expressément à engager les poursuites, l'autre pourra les entreprendre à ses seuls frais, risques et profits.

3.7 Chaque Partie fait son affaire de la rémunération et indemnités éventuelles de ses agents ayant effectué une invention dans le cadre des contrats particuliers.

ARTICLE 4 - EXPLOITATION DES RESULTATS

4.1 Chaque Partie aura, pour ses besoins propres de recherche, un droit d'usage gratuit des résultats, brevetés ou non, obtenus dans le cadre des prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés et fournis par le Sdis 76.

4.2 Lorsqu'il apparaîtra que tout ou partie des résultats communs visés à l'article 3.2, couverts ou non par brevet, seront susceptibles d'être exploités commercialement pour des applications particulières, les Parties se concerteront pour convenir des conditions d'exploitation des résultats.

4.3 L'exploitation commerciale devra être précédée de la conclusion d'un accord spécifique précisant notamment les conditions financières de l'exploitation. Cet accord fixera la répartition entre les Parties des redevances ou rémunérations issues de l'exploitation des résultats en fonction de leurs quotes-parts de copropriété.

ARTICLE 5- CONFIDENTIALITE

5.1 Chacune des Parties s'engage à tenir confidentielles toutes les informations à caractère technique ou commercial communiquées par une autre Partie en exécution ou à l'occasion de l'Accord cadre ainsi que tout ou partie des résultats obtenus en exécution des prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés et fournis par le Sdis 76 visés par l'article 1, sous réserve que la Partie qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel. A ce titre, sauf disposition spécifique mentionnée sur les informations dites confidentielles, chaque Partie s'engage à ce que ces informations :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles ;
- b) ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître, dûment informés du caractère confidentiel de ces informations, et ne soient utilisées par ces derniers que dans les conditions définies par le présent Accord cadre ;
- c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, pour un autre objet que celui défini par le présent Accord cadre, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui a divulgué ces informations ;
- d) ne soient ni divulguées, ni susceptibles d'être divulguées, soit directement, soit indirectement, à tous tiers sans l'autorisation préalable et écrite de la Partie qui les a divulguées et à la condition que le tiers bénéficiaire s'engage au préalable et par écrit à se soumettre aux mêmes obligations de confidentialité que celles contenues dans le présent Accord ;
- e) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement sans l'autorisation préalable et écrite de la Partie qui les a divulguées.

Chacune des Parties déclare avoir pris ou s'engage à prendre les mesures nécessaires auprès de son personnel pour lui permettre de respecter les engagements pris au titre du présent article.

5.2 Ne seront pas considérées comme confidentielles toutes informations dont la Partie qui en bénéficie pourra prouver :

- a) qu'elles étaient dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou postérieurement mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable, ou
- b) qu'elles étaient déjà connues par elle, cette connaissance préalable pouvant être prouvée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers, ou
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite sans aucune faute de sa part et sans restriction ni violation du présent Accord, ou
- d) qu'elles ont été publiées sans violation des dispositions du présent Accord cadre, ou
- e) que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie qui les a divulguées.

5.3 Les informations dites confidentielles sont fournies "en l'état" sans garantie d'aucune sorte, expresse ou tacite.

5.4 Chaque Partie sera responsable des dommages causés à ses biens, à son personnel ou à des tiers qui pourraient résulter de l'utilisation par cette Partie des informations fournies par une autre Partie.

5.5 Cet engagement de confidentialité s'applique pendant toute la durée de l'Accord cadre et pendant une durée de vingt (20) ans suivant son expiration ou sa résiliation.

ARTICLE 6 - PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

6.1 Pendant toute la durée de l'Accord cadre et pendant une durée de cinq (5) ans suivant son expiration ou sa résiliation, les publications ou communications des résultats issus des Actions menées dans le cadre de cet Accord cadre seront faites d'un commun accord et devront mentionner la participation de chacune des Parties ayant participé aux travaux.

A ce titre, toute proposition de publication ou communication par une Partie sera soumise à l'accord préalable des autres Parties ayant participé aux travaux. Dans le mois qui suit la réception de cette proposition, la Partie qui reçoit la proposition pourra demander à l'autre Partie la modification ou la suppression de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des résultats de la présente collaboration, ou refuser la proposition de publication ou de communication. Tout refus devra être motivé et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai d'un (1) mois, la proposition de publication ou communication sera considérée comme acceptée sans possibilité de recours d'aucune sorte par la Partie ayant reçu la proposition.

En tout état de cause, le refus ne pourra avoir d'effet que pendant une période de dix-huit (18) mois, à compter de la date de la proposition, sauf si les informations devant faire l'objet de la publication ou communication offrent un intérêt stratégique de nature industrielle ou commerciale pour les activités de l'une des Parties. Dans ce cas, la décision relative à la nature des informations et à la durée du secret appartiendra au Comité de Pilotage visé à l'article 3, qui décidera à l'unanimité de la publication de ces informations. Le Comité devra alors prendre sa décision dans le mois qui suit la période de dix-huit (18) mois.

6.2 Les considérations de confidentialité ne sauraient faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs et enseignants-chercheurs de publier leurs résultats et de produire leur rapport d'activité. Au cas où les travaux dont ces chercheurs auraient à faire état présenteraient un caractère de confidentialité, le rapport d'activité serait, à la demande de l'une des Parties, adressé par les intéressés

au Directeur de Laboratoires impliqués dans le présent Accord cadre dont ils relèvent, sous forme de rapport confidentiel.

De plus, les dispositions des articles 6 et 7.1 ne pourront pas faire obstacle à la soutenance de thèses en lien avec les problématiques abordées. Toutefois, chaque fois que nécessaire, cette soutenance sera organisée de façon à garantir la confidentialité de certains résultats.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Les Actions définies dans l'article 1 sont à titre gracieux entre l'INSA ROUEN et le Sdis 76.

ARTICLE 8 - DUREE

8.1 L'Accord cadre sera applicable aux Actions qui seront réalisées dans une période de cinq (5) ans à compter de sa signature. Six (6) mois avant son expiration, les Parties se concerteront pour décider s'il convient de reconduire cet Accord cadre pour une nouvelle période de cinq (5) ans. Dans l'affirmative, la reconduction se fera par voie d'avenant.

8.2 une évaluation annuelle entre les Parties sera établie. Celles-ci évalueront le fonctionnement du dispositif contracté dans l'Accord cadre.

L'évaluation prendra en compte notamment :

- ✓ Le nombre de prestations d'analyses réalisées par le LABORATOIRE,
- ✓ L'adéquation des formations dispensées par rapport aux programmes et aux attentes des étudiants INSA ROUEN ou des stagiaires sapeurs-pompiers.

Les Parties examineront et réajusteront si besoin est, le dispositif tout en respectant l'objectif général de ce présent Accord cadre.

8.3 L'expiration ou la résiliation du présent Accord cadre n'affectera pas la validité des obligations de confidentialité et communication énoncées aux articles 6 et 7 du présent Accord cadre et des conditions de résolution des litiges définies à l'article 12.

8.4 En cas d'expiration du présent Accord cadre, tous les droits de propriété intellectuelle définis aux articles 3 et 4 de l'Accord cadre, portant sur les résultats communs obtenus antérieurement à la date d'expiration, seront maintenus pendant toute la durée légale de protection desdits droits. Il en sera de même en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, sauf si les Parties en conviennent autrement par acte séparé ou en application d'une décision de justice.

ARTICLE 9 - RESILIATION

9.1 Cet Accord cadre pourra être résilié à tout moment :

- ✓ Soit par accord mutuel écrit de toutes les Parties ; cette résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi aux autres Parties par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à toutes les autres Parties.
- ✓ L'Accord cadre pourra également être résilié d'un commun accord entre les Parties, par voie d'avenant à la demande de l'une des Parties sous réserve de notification écrite aux autres Parties, avec préavis de six (6) mois au minimum avant la date souhaitée pour la résiliation.

9.2 En cas d'inexécution par une Partie de l'une de ses obligations prévues au titre du présent Accord cadre, l'autre Partie pourra, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception, résilier l'Accord cadre en tout ou partie.

ARTICLE 10 - MODIFICATION

Toute modification ou renonciation à l'une quelconque des dispositions du présent Accord cadre ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un accord écrit, sous forme d'avenant, dûment signé par les Parties.

ARTICLE 11 - LITIGES

L'Accord cadre est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de l'Accord cadre, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ 2023

Monsieur Mourad Abdelkrim BOUKHALFA Directeur INSA ROUEN	Monsieur André GAUTIER Président du Service départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime 76
Monsieur Pierre-Yves RENARD Visa du Directeur laboratoire COBRA	
Madame Isabelle POLAERT Visa de la directrice du département MRIE	
Monsieur Samuel COUVE-BONNAIRE Visa du Directeur du département CFI	

ANNEXE 1
Mise à disposition d'équipement
Utilisation matériel

COBRA :

Chromatographe en phase gazeuse (détecteur à ionisation de flamme, détecteur de conductivité thermique, spectrométrie de masse)

Chromatographe en phase liquide (détecteur UV à réseau de diodes, fluorimètre, détecteur à diffusion de la lumière)

Chromatographie ionique (détecteur conductimétrique)

Spectrométrie à plasma à couplage inductif (détecteur optique, spectrométrie de masse)

Absorption atomique

Spectroscopie infra-rouge et UV

Microscopie électronique à balayage

Chromatographe en phase gazeuse (détecteur à ionisation de flamme, spectrométrie de masse)

Chromatographe en phase liquide (détecteur UV à réseau de diodes, spectrométrie de masse)

SDIS76 : à déterminer en fonction des besoins.